Compte-rendu du Conseil municipal du 12 octobre 2022

Le Conseil Municipal de Moncaut, légalement convoqué le cinq octobre deux mille vingt-deux (5 octobre 2022), s'est réuni en la salle du conseil de la mairie le mercredi douze octobre deux mille vingt-deux (12 octobre 2022), à 20h, sous la présidence de son maire, Monsieur Francis MALISANI.

Etaient présents : Monsieur Francis MALISANI, Monsieur David BUTTIGNOL, Monsieur Olivier LAMOUREUX, Monsieur Bernard BOUGNAGUE, Madame Séverine BOZZI, Monsieur Madame Sandra DUPRE, Monsieur Michel LABAT, Madame Nathalie LABAT-MODAT, Monsieur Daniel PIERRE, Monsieur Philippe SOULEAU

Etaient absents excusés : Monsieur Grégory MASSARDI, Monsieur Philippe SOULEAU, Madame Josiane SOURBES, Madame Claudie VECCHI

Secrétaire de séance : Monsieur Olivier LAMOUREUX

Monsieur le maire souhaite la bienvenue aux conseillers municipaux et ouvre la séance.

1 – Projet de méthaniseur Terre d'Auvignons

Les porteurs de projet se présentent.

Le méthaniseur permettra de produire du biogaz pour l'équivalent de 2000 foyers. Le biogaz sera réinjecté dans le réseau GrDF de Francescas.

3 camions / jour à l'année en moyenne seront prévus.

1 emploi sera créé.

2 – Plan communal de sauvegarde

Suivant l'arrêté du 31 mars 2017 et suite aux élections municipales de 2020, il faut procéder à la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde.

Le directeur des opérations de secours est le maire (suppléant : David Buttignol)

Les élus sont responsables de secteur selon leurs lieux d'habitation (anciennes ou actuelles).

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

APPROUVE l'actualisation du plan communal de sauvegarde.

3 – Avenant transports scolaires

La région Nouvelle Aquitaine et la commune de Moncaut ont signés le 23 juillet 2019 une convention de délégation de transport scolaire qui prenait effet au 1^{er} juin 2019 pour s'achever au dernier jour de l'année scolaire 2021-2022.

La commune de Moncaut a fait part de son souhait de continuer le transport scolaire en tant qu'autorité organisatrice de 2eme rang sur son territoire.

La région propose un avenant à ladite convention

Le conseil municipal à l'unanimité :

APPROUVE l'avenant n°3 à la convention DONNE pouvoir à son maire pour signer cette convention.

4 – Modification statuts TE47

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat de communes Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne exerce également diverses compétences optionnelles comme la distribution publique de gaz, l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore, l'éclairage des infrastructures sportives, les réseaux de chaleur ou de froid, les infrastructures de charge pour véhicules électriques ainsi que des activités connexes à chaque compétence.

Monsieur le Président rappelle aux membres de l'Assemblée que la création effective du Syndicat Départemental des Collectivités Electrifiées a pris effet au 1^{er} juillet 1953, par arrêté préfectoral en date du 1er juin 1953.

Les statuts du Syndicat ont ensuite été régulièrement modifiés par arrêtés préfectoraux au fil de la modification de ses compétences ou de son fonctionnement, par arrêté préfectoral du 20 février 2020 en dernier lieu.

Le Président de TE 47 a notifié, à chaque commune membre, la délibération du Comité Syndical de TE 47 en date du 4 juillet 2022 portant sur une nouvelle proposition de modification de ses statuts.

Depuis 2019, la maîtrise de la demande en énergie, l'efficacité énergétique des bâtiments ainsi que le développement des énergies renouvelables et des mobilités durables sont devenus des causes nationales.

L'action de TE 47 s'est progressivement renforcée ces dernières années pour accompagner la rénovation énergétique du bâti des communes avec les actions suivantes :

- Création des groupements de commande
- Collecte des CEE (Certificats d'Economie d'Énergie)

- Convention d'accompagnement et mise à disposition d'économies de flux
- Diagnostics énergétiques et mise à disposition d'outils de suivi énergétique.

Engagé dans la même dynamique, le syndicat d'énergie de Gironde a structuré avec la Banque des Territoires un plan d'accompagnement au financement des travaux par les communes, pouvant aller jusqu'à une prise en charge des travaux par le syndicat. Pour envisager une action similaire, TE 47 doit compléter ses statuts actuels.

Une autre action à laquelle TE 47 devra participer, mais qu'il pourrait également coordonner à la maille départementale, est la constitution du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié) introduit par le Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 anti-endommagement et l'Arrêté du 22 décembre 2015.

Il s'agit d'une démarche de mutualisation du fond de plan entre les collectivités et les gestionnaires de réseaux pour être le niveau de référence des réponses aux DT DICT afin de franchir une étape supplémentaire dans la réduction des dommages aux réseaux. Un fédérateur local doit être identifié par l'ensemble des acteurs, ayant compétence sur un périmètre géographique pertinent, avant 2026. Aucune entité à maille départementale n'a encore engagé la démarche.

Le Syndicat profite enfin de cette procédure de modification des statuts pour restructurer le chapitre 4 lié aux activités connexes, en particulier en détaillant les activités connexes liées à l'énergie.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ces modifications dans un délai de trois mois à compter de la notification.

A défaut de délibération dans ce délai, la décision de la commune serait réputée favorable.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, « à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés ».

Il convient à ce jour que le Conseil Municipal se prononce sur la modification statutaire proposée et entérinée par Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Vu les articles L.5211-20 et L.5212-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la modification proposée des statuts de Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne ;
- **PRÉCISE** que la présente délibération sera notifiée au Président de Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne.

5 – Convention location salle Duo Dance

Deux danseurs d'Aubiach souhaitent louer la salle pour s'exercer. Il leur est proposé un tarif de 2,50€/heure hors énergie, sachant qu'ils utiliseraient la salle 2 heures à chaque fois.

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

APPROUVE le tarif.

DEMANDE à Monsieur le Maire d'établir la convention en s'appuyant sur les frais réels d'électricité pour leur utilisation

DONNE pouvoir à son Maire pour signer tout document afférant à cette location

6 – Extension réseau d'assainissement

Sur la portion de la D208 au niveau du numéro 943 route du Moulin et numéro 3 chemin des Coustous bien qu'étant comprise dans le schéma communal d'assainissement collectif n'a toutefois pas été préparée pour recueillir les raccordements de plusieurs unités foncières.

Eau 47 a chiffré approximativement cette extension de réseau à raison de 15 000€. La commune serait appelée à contribuer à hauteur de 50%.

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

DECIDE de participer financièrement à ce réseau au centre-bourg, à hauteur de 50%.

7 – Convention CDG retraite

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que notre collectivité aurait pu adhérer depuis plusieurs années à la convention « Retraite » proposée par le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne (C.D.G. 47).

La convention « Retraite » pour la période 2020-2022 arrivant à échéance le 31 décembre 2022, il nous est proposé de signer une convention pour la période 2023-2025.

Cette nouvelle convention **prendra effet au 1^{er} janvier 2023 pour 3 ans** et consistera en :

- L'information et la formation au titre des trois fonds : CNRACL, IRCANTEC et RAPFP ;
- L'information de vos agents en activité sur leurs droits à la retraite ;
- L'étude relative aux départs à la retraite avec estimation des pensions CNRACL ;
- L'intervention et l'assistance sur les dossiers relatifs à la CNRACL : immatriculation, affiliation, régularisation, validation de services, rétablissement, liquidation de pension (y compris d'invalidité ou de réversion) ;
- Le droit à l'information : Relevés Individuels de Situation et Estimations Indicatives Globales.

Pour la bonne exécution de ces missions, le C.D.G.47 demande à la collectivité une contribution financière globale et forfaitaire dont le montant est fonction du nombre d'agents de droit public. Pour notre collectivité cette participation annuelle s'élève 150€ par an.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Décide d'adhérer à la convention « **Retraite CNRACL** » 2023-2025 mise en œuvre par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne.

Article 2 : Précise que les crédits nécessaires au paiement de la participation annuelle forfaitaire seront ouverts au budget.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à signer la convention « **Retraite 2023-2025** » et tous actes s'y rapportant.

8 – Questions diverses

Etude planification DECI

Monsieur le maire, David BUTTIGNOL, Michel LABAT et Daniel PIERRE se retrouveront le jeudi 20 octobre pour travailler le dossier.

Election SIVU Chenil

Suite aux élections des membres du Comité Syndical du 20 septembre il manque un délégué sur l'Albret, le SIVU devant procéder à des élections complémentaires, il nous demande de bien vouloir informer nos délégués communaux afin qu'ils candidatent

Cours d'eau

Les cours d'eau ont été référencés. Il n'y pas de remarque, du conseil.

Examen des requêtes de M. Antonetti

Des échanges de courriers ont été réalisés entre M. Antonetti et Monsieur le maire. Une réponse lui sera apportée.

Cours d'anglais pour enfants

Il est demandé la mise à disposition de salle pour dispenser des cours. Le sujet doit être approfondi avant de se positionner.

Point d'avancement de dossier pour aménagement du bourg

Les containers sont situés en-dessous du mur de soutènement. Cela engendrerait un surcoût. Il faut le chiffrer pour voir si une autre localisation serait éventuellement moins onéreuse.

Chemins ruraux

Il faudra répertorier les chemins ruraux pour éviter la prescription trentennale.

Adressage

Monsieur le maire explique qu'un arrêté devra être pris pour ajouter 3 numéros.

Location de la salle

Le coût d'électricité va augmenter en 2022 de 25%. Les projections pour 2023 sont de 2 à 3 supérieures.

Monsieur le maire propose une location avec un forfait de 100KW. Sinon, il faut louer la salle à 400€.

Il est décidé d'augmenter le tarif de location et de fixer un forfait de consommation lors d'un prochain conseil.

Fin du conseil municipal : 23h15